

# Questions de Presse, Questions pressées...

Allons d'abord au plus pressé. C'est de protester contre le nouveau projet issu de l'imagination de nos ministres. Depuis le discours de Vincent Auriol à Lille, nous étions inquiets. Ce n'est pas la lecture du *Populaire* qui nous a rassurés. Au contraire... Nécessité d'empêcher la calomnie? Possibilité de faire la preuve devant les tribunaux? Vraiment, il s'agit bien de cela. Il y a quelque chose de beaucoup plus urgent, qui ne peut plus attendre, qui mérite un projet de loi spécial, une procédure rapide. Y aurait-il mort d'homme, comme l'autre fois? C'est bien pire : il y va du prestige et de la dignité de la France!

Le nouveau projet de loi concerne « la sortie hors de France et la circulation en France des journaux ou écrits périodiques publiés soit à l'étranger, soit en France en langue étrangère ». La décision dépendra, pour l'interdiction d'un seul numéro, du ministre des Affaires étrangères dans le premier cas, du ministre de l'Intérieur dans le second, et, pour plus d'un numéro, et jusqu'à une limite de six mois, du Conseil des ministres, sur rapport du ministre intéressé. Procédure rapide, sans appel, comme il se doit dans une démocratie forte, et par conséquent (le lien logique est évident) libre et heureuse.

La question est extrêmement simple. Le prestige, c'est quelque chose de net et de précis. La dignité aussi. La France aussi. Par exemple, je soupçonne qu'il est contraire à la dignité de la France, puissance essentiellement pacifique, d'insinuer qu'elle serait capable, le cas échéant, de massacrer une population étrangère quelconque. Donc, nous interdirons tous les journaux qui oseront reproduire les déclarations de nos généraux et ministres de la Défense nationale, et singulièrement ceux qui traiteront de l'efficacité de notre aviation de bombardement! Bravo! Oui, mais... Contre aussi au prestige de la France d'oser insinuer que les populations indigènes de ses colonies crévent de faim. Donc, nous interdirons rétroactivement les numéros du *Populaire* contenant les articles de notre camarade Magdeleine Paz sur le Maroc. J'ai bien dû me rendre coupable, dans la *Tribune libre* du même *Populaire* de quelques crimes de lèse-majesté, en contestant, par exemple, que tous les Français sans exception meurent d'envie de mourir (ou vivent de l'envie de mourir) pour la grande démocratie polonaise, ou pour la grande démocratie roumaine, ou pour la grande démocratie yougoslave, ou pour quelques autres des grandes amies de notre grande France... Laquelle, au fait? Celle du Front populaire? Laquelle encore? Celle de M. Daladier? Celle de Thorez? Celle de M. Finaly? Celle de MM. Lazard? Ou bien la France éternelle, celle qui ne veut rien dire, et qui n'existe pas? (Cet article ne pourra jamais franchir la frontière...)

On nous dira que cette loi ne concerne que les journaux fascistes. *Nous refusons de le croire*. Depuis que le Front populaire est au pouvoir, on a saisi l'*Insurgé*, mais on a saisi aussi la *Lutte Ouvrière*, et la *Jeune Garde*, et le *Maroc Socialiste*, et d'autres encore. On a poursuivi Maurras, mais on a

aussi emprisonné Loréal, pour une déclaration de la *Patrie Humaine* que nous pouvions tous contresigner, et comme il en avait paru cent fois sous Tardieu.

Mais quand cela serait, nous protesterions encore. Nous sommes d'avis qu'on refuse aux fascistes un certain nombre de libertés, en premier lieu celle de s'armer, qu'on poursuive impitoyablement tous leurs complots, à condition d'en dénoncer tous les auteurs, même et surtout les plus haut placés. Mais nous sommes pour la liberté de la presse. Surtout quand les dirigeants du Parti refusent obstinément depuis deux ans d'envisager seulement comme possibles ou souhaitables toutes les attitudes qui risqueraient de nous emmener au delà du cadre de la démocratie bourgeoise et parlementaire. Nous ne croyons pas qu'en période de pause, et de superpause, et de Bonnet non phrygien, des mesures comme celle-là soient à sens unique contre la droite. Nous savourons, comme elle le mérite, la douce ironie de Vincent Auriol, mais non pas son sens sérieux des réalités quand il déclare à la Commission de législation : « Le texte que je vous propose est nécessaire à la défense de la France à l'extérieur. N'y voyez aucun attentat contre la liberté de la presse. Je veux simplement pouvoir interdire la sortie des journaux ou écrits susceptibles de porter atteinte au moral de notre pays à l'étranger. » !!!... !!!... Voilà qui nous rappelle étrangement le régime décrit par Figaro (pas le journal, mais le barbier...) : « Pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tienne à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs. »

« Mais il ne s'agit pas d'interdire des publications en France, il s'agit seulement de les empêcher de sortir. » C'est justement là l'absurde et le puéril. Absurde, quand on se dit démocrate et internationaliste, de faire une distinction entre les peuples capables de résister à ce qu'on considère comme néfaste, et ceux qui ne le sont pas. Absurde, de permettre aux Français de lire ce qu'on défendra aux Allemands, ou aux Polonais, ou aux Yougoslaves. La loi est d'ailleurs incomplète. Il faudrait aussi pouvoir autoriser pour certains pays ce qu'on défendra à d'autres, décerner aux uns un brevet d'esprit critique, et aux autres des bonnets d'âne d'honneur, en un mot créer un magnifique système de liberté dirigée. Puéril, de penser qu'on réussira ainsi à cacher ce qu'on veut cacher. S'agit-il de dissimuler aux diplomates étrangers les réactions d'une partie de l'opinion française à leur égard? N'ont-elles donc pas d'agents en France, qui leur feront des rapports? Ne subiront-elles pas l'attrait du fruit défendu? S'agit-il de le cacher aux peuples? Si la censure française est d'accord avec la censure étrangère, il y aura simple superposition (les deux ou trois censeurs de Figaro...). Si elle est en désaccord, qui empêchera un quelconque journal étranger de reproduire le texte interdit, en soulignant la portée de son interdiction?

Mais plus grave encore est l'interdiction à certains journaux étrangers de pénétrer en

France. Par une telle mesure, on dénie à la démocratie française le droit d'être exactement informée de tout ce qui se passe, de tout ce qu'on pense à l'étranger. Il y avait déjà l'agence Havas, qui filtrait soigneusement les nouvelles. Elle sera maintenant officiellement secondée par le ministre de l'Intérieur. Les citoyens des Droits de l'Homme ne sont plus considérés comme capables de supporter toutes les lectures. On les triera pour eux, comme pour des gosses, à qui on défend certains livres réservés aux « grandes personnes ». Désormais, il ne faut plus parler de citoyens français, mais de sujets français. Cela, c'est le fascisme même. C'est exactement ce que font les régimes d'en face. Le *Populaire* est interdit en Allemagne, en Italie; il l'a été, à certains moments, pour certains articles, en Grèce, en Yougoslavie. De quel droit a-t-il alors protesté? Des journaux bourgeois français, des journaux de droite, ont été ou sont interdits en Italie et en Allemagne. De quel droit s'est-il alors moqué de ces décisions? Nous protestons contre une loi qui tiendrait à insinuer que les Français ne sont pas les gens les plus sensés et les plus intelligents de la terre, et qui, par conséquent, se détruisant elle-même, porte atteinte au prestige et à la dignité de la France. Nous refusons de déléguer notre camarade Vincent Auriol au poste peu glorieux de garde des Sots. Nous préférons qu'il conserve le portefeuille de la Justice, pour abroger rapidement les lois scélérates, conformément au programme du Front populaire. Si Machiavel était de notre temps, nous voulons bien croire qu'il aurait été fasciste, mais nous ne voulons pas encore admettre que Gribouille aurait été socialiste!

René MODIANO.

P. S. — Nous savourons beaucoup l'ironie de notre camarade Marx Dormoy (nos ministres sont décidément trop spirituels...), ainsi rapportée par le *Populaire* :

« Avec son nez et sa moustache d'adjudant d'opérette, M. Louis Marin esquisse maintenant un intermède bouffon en demandant la suppression des « dépenses soumises à des règles particulières de contrôle ». (Idée bouffonne s'il en fut. Il faut vraiment être M. Louis Marin pour en avoir de pareilles! Ha! ha! ha! C'est à se tenir les côtes!). Mais Marx Dormoy y coupe court par une boutade dont la verve obtient un vif succès de rire. Il se contente en effet de citer ce que disait, à la tribune même du Palais-Bourbon, M. André Tardieu, le 17 décembre 1929 : « Il ne faut pas m'opposer la question de principe, déclarait le chef du gouvernement du cartel des droites. Il faut dire que vous êtes pour les fonds secrets quand c'est vous qui les employez, et contre quand c'est moi. Doivent les voter ceux qui m'accordent leur confiance entière, doivent les repousser ceux qui me la refusent. »

Heureusement que notre camarade Dormoy a toujours ses poches pleines de boutades, car sans cela, on ne voit pas très bien ce qu'il aurait répondu. Le jour de la mobilisation, M. Daladier nous lira sûrement du Delcassé, ou du Poincaré. Ce sera très drôle. J'en ris d'avance. Ha! ha! ha!

# Pour une véritable stratégie révolutionnaire

I

La Révolution espagnole, commencée en 1931 et dont l'étape décisive se déroule sous nos yeux, est, de par son essence, tout d'abord une révolution démocratique. La contradiction objective de laquelle résulte le processus politique de la révolution n'est pas constituée par un heurt des forces productives du pays à leur exploitation capitaliste, mais de la contradiction de ces forces productives au cadre semi-féodal de la société espagnole. L'anéantissement du régime de la noblesse et de l'église, la révolution agraire, la libération nationale des peuples de la péninsule dominés par les Castillans, telles sont les tâches primordiales. Mais, dans le cadre de notre époque impérialiste et au sein d'un pays aussi développé que l'Espagne, ces tâches ne peuvent être résolues que sous la direction du prolétariat. Le prolétariat, de son côté, ne peut se borner aux conquêtes démocratiques. Il doit transformer la révolution démocratique en révolution socialiste. Ainsi, la révolution, débutant sous la direction de couches bourgeoises et avec des buts démocratiques, se transforme au cours du processus révolutionnaire en révolution socialiste sous l'hégémonie du prolétariat. C'est ce que nous nommons, depuis Marx, la « révolution permanente ». En 1905, Lénine déclarait : « Nous sommes pour la révolution permanente, nous ne nous bornerons pas aux tâches démocratiques, nous transformerons notre révolution (celle de 1905 en Russie) en révolution socialiste, dans la mesure de nos forces ».

Un parti prolétarien qui méconnaît la nécessité de transformer la révolution démocratique en révolution socialiste, de remplacer l'appareil étatique de la bourgeoisie par un appareil étatique révolutionnaire, de développer au sein du prolétariat la démocratie combative, se disqualifie en tant que parti révolutionnaire.

II

La Révolution espagnole ressemble tant à la Révolution russe de 1905 qu'à celle de 1917. Mais pour trouver son caractère spécifique qui empêche tout schématisme, on doit surtout remarquer la différence entre ces révolutions. Nous n'avons pas la place pour démontrer ces différences en tout point. Mais nous commencerons par une longue citation d'un discours de Lénine (au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe, en mars 1918) qui montre comment Lénine posait les problèmes :

« Si la force créatrice du peuple dans la Révolution russe, de ce peuple qui avait fait l'expérience de 1905, n'avait pas créé en février 1917 les soviets, nous n'aurions pu prendre le pouvoir en octobre en aucun cas. La réussite dépendait de ce que des formes d'organisation, englobant des millions d'hommes existaient déjà... Si nous pâmes vaincre si facilement les bandes de Kérénsky, établir si facilement un pouvoir étatique, réaliser sans aucune peine le décret relatif à la socialisation de la terre, le contrôle ouvrier, ce n'était que grâce à une situation favorable qui nous mettait passagèrement à l'abri de l'impérialisme international. L'impérialisme international muni de toute la force de son capital, avec sa technique militaire très développée, qui représente une grande force, une véritable forteresse du capitalisme international ne pouvait vivre en paix avec la République soviétique — il ne le pouvait pas par suite de sa situation objective, des intérêts économiques de la classe capitaliste, des rapports économiques, des rapports financiers internationaux. Un conflit est inévitable. C'est là la plus grande difficulté de notre révolution, c'est son plus important problème historique : la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, de déclencher la révolution internationale, de passer de notre révolution en tant que nationale à la révolution mondiale... Quelques-uns de nos jeunes amis, qui se prennent pour des « gauchistes », com-

mencèrent à oublier le plus important : les conditions grâce auxquelles nous pouvions triompher si facilement. Mais cela était possible uniquement grâce à une constellation internationale spécifique qui nous protégeait pour un certain temps de l'impérialisme. Il avait d'autres soucis que de s'occuper de nous... car toute l'énorme force de l'impérialisme mondial était paralysée par la guerre entre deux groupes d'impérialistes. Les brigands impérialistes se combattaient mutuellement avec toutes leurs forces et aucun des deux groupes ne fut en état de mobiliser quelque force tant soit peu importante contre la Révolution russe... Certes, si l'on considère les choses dans le cadre de l'histoire mondiale, il n'y a aucun doute possible à ce que notre révolution est perdue si elle reste seule. Nous, le Parti bolchévique, n'avons pris la tâche entre nos mains que parce que nous sommes persuadés que la révolution mûrit dans tous les pays, que la révolution socialiste internationale sera déclenchée — non pas tout de suite — mais bientôt. Notre salut est la révolution européenne. »

On nous pardonnera certainement cette longue citation pleine de la plus grande sagesse révolutionnaire.

La Révolution espagnole fut déclenchée par la contre-révolution préventive. Cette contre-révolution était bien plus sérieuse que « les bandes de Kérénsky » ; elle s'appuyait sur une base de masses assez importante (aux élections de 1936, la réaction avait rassemblé plus de suffrages que la gauche), elle était préparée et appuyée par un bloc impérialiste qui était bien « en état de mobiliser une force tant soit peu (!) importante » contre la Révolution espagnole.

Les soldats de l'intervention n'étaient pas démoralisés par des années de guerre impérialiste. L'énorme étendue du territoire russe — que Lénine avait mentionnée autre part comme une des conditions de la victoire — faisait défaut. Tandis que l'armée rouge en Russie pouvait surgir des masses dont la grande majorité avait appris le métier de soldat, en Espagne, des milices héroïques, mais mal disciplinées, incohérentes, pourvues d'un équipement technique plus que sommaire s'opposaient à la majorité de l'armée, bien équipée par les Etats fascistes. Il est clair que, partant dans des conditions infiniment moins favorables que la Révolution russe, la Révolution espagnole devait faire des compromis et non miser sur la révolution en France, en Angleterre, qui l'aurait sauvée. De même, le prolétariat espagnol devait-il faire des compromis pour ne pas s'aliéner les alliés petits-bourgeois, surtout les Basques qui, profondément attachés à l'Eglise, combattaient contre les oppresseurs nationaux. (Nous verrons comment le Parti communiste, prenant ces compromis nécessaires comme base et prétexte, ne sachant et ne pouvant pas distinguer entre les compromis salutaires et les compromis néfastes, ruina la révolution.) A côté de ces différences désavantageuses pour la Révolution espagnole, notons deux différences de la Révolution russe et de la Révolution espagnole qui ont joué en faveur de cette dernière : le prolétariat espagnol était plus important que le prolétariat russe, fortement organisé; grâce au « Front populaire », malgré toutes les fautes néfastes commises par les dirigeants de ce Front populaire de février à juillet 1936, la légalité était du côté de l'antifascisme et, dans certaines villes importantes, le soulèvement fasciste n'avait, en juillet, que grâce au concours des forces étatiques demeurées fidèles au gouvernement officiel.

Et les conditions subjectives? L'évolution du processus historique du Front populaire n'empêcha pas l'hégémonie du prolétariat au sein de l'antifascisme. Au contraire, cette hégémonie se réalise dès le déclenchement de la contre-révolution. Dans pareille situation, la question de la direction révolutionnaire des masses prolétariennes devient décisive.

III

Le Parti socialiste était composé de deux tendances opposées : la tendance réformiste et la tendance centriste. L'éducation marxiste de cette gauche, son degré d'évolution idéologique, le sérieux de son travail d'organisation étaient nettement insuffisants. D'ailleurs, le Parti, inspiré par les doctrines d'Iglesias, n'avait qu'insuffisamment compris la question paysanne.

Les anarchistes, forts surtout en Catalogne, étaient, avec leur incompréhension profonde pour les nécessités politiques de la révolution prolétarienne, l'idéologie « antiautoritaire », « antidisciplinaire », « anti-centraliste », qui inspirait une grande partie de leurs membres, absolument incapables de jouer le rôle d'une avant-garde marxiste. Au cours des événements, une différenciation se fit jour dans leurs rangs. Une partie des chefs évoluait vers des positions réformistes, les autres évoluaient vers le marxisme, tandis que, sous l'influence du reflux de la révolution, une partie des masses anarchistes revenait vers les vieilles positions d'avant Durruti.

Le Parti communiste devenu fort grâce à sa compréhension pour les questions concrètes d'ordre militaire et économique, grâce à la supériorité des cadres en tant que « techniciens de l'organisation », et surtout grâce au prestige de la Révolution russe, de l'aide russe et des brigades internationales, s'efforça dès le début d'étouffer toute démocratie antifasciste, de monopoliser l'Espagne gouvernementale tout en maintenant la révolution dans les cadres de la société capitaliste.

Le P.O.U.M., parti assez jeune, formé au cours de la lutte contre la déviation ultra-gauchiste du Parti communiste, n'ayant une influence qu'en Catalogne, privé dès le début de son chef, Maurin, se trouvait dans une situation particulièrement difficile. Le Parti appréciait d'une manière par trop optimiste le rapport de ses forces, sous-estimait le rôle de Caballero et des masses qui le suivaient; attaqué d'une manière de plus en plus brutale par le Parti communiste s'appuyant sur la droite bourgeoise de l'antifascisme, il fut pris dans les ciseaux de sa volonté révolutionnaire toujours plus accentuée, tandis que la révolution se trouvait en état de reflux.

IV

En juillet 1936, surgirent, à côté des organismes « légaux » du pouvoir démocratique des nouveaux organismes : les comités des Milices antifascistes. Une dualité de pouvoirs, nécessité classique de toute révolution, s'amorçait. Ces organes n'étaient — c'est très important de le reconnaître! — pas encore des « soviets », mais ils en étaient le germe. Les « soviets » sont des organes englobant directement les grandes masses, composés par des délégués élus directement par ces masses, contrôlés par ces masses, en dépendance directe d'elles, par-dessus la tête des organisations existantes et de leurs bureaucraties éventuelles. Les comités des Milices étaient composés par les délégués des organisations antifascistes. Même dans le cadre de l'unité d'action, celle-ci change profondément de caractère d'après le rôle que jouent les organisations mêmes. Quand les soviets existent, on peut facilement s'adresser par-dessus la tête des organisations concurrentes aux masses composant leur base; tant que n'existent que des comités de « délégués d'organisation » cela devient plus difficile, l'unité d'action classique reste au premier plan. Les organisations fortes sont favorisées au détriment des organisations faibles, l'évolution des masses est ralentie.

Tout le problème politique de la Révolution espagnole résidait dans la nécessité de liquider la dualité du pouvoir en faveur de nouveaux organismes démocratiques.